Sécurité de la vieillesse

M. Léonel Beaudoin (Richmond): Monsieur le président, il me fait plaisir d'appuyer la motion présentée aujourd'hui à la Chambre par mon bon ami et collègue, l'honorable député d'Abitibi (M. Laprise), motion qui se lit comme il suit:

Cette Chambre regrette que le gouvernement ait négligé de rendre éligibles à la pension de la sécurité de la vieillesse tous ceux qui ont atteint l'âge de 60 ans ainsi que le conjoint, même si ce dernier n'a pas atteint l'âge de la retraite.

Je tiens de façon bien particulière à remercier et à féliciter mon collègue d'avoir présenté une telle motion à la Chambre, et ceci à plusieurs reprises. Je crois que la motion présentée aujourd'hui fait époque, parce qu'elle répète ce que le très honorable premier ministre (M. Trudeau) a dit lors de la dernière campagne électorale. Elle vise à ce que la Chambre des communes soit saisie du problème des personnes âgées, afin d'abaisser l'âge de la retraite à 60 ans de façon facultative. Je ne suis pas d'accord avec mon préopinant qui disait que la motion stipule qu'on voudrait abaisser l'âge de la retraite pour tout le monde à 60 ans. Notre motion se veut une motion visant à abaisser l'âge de la retraite à 60 ans, mais d'une façon facultative, c'est-à-dire pour ceux qui le désirent, en plus du fait que le conjoint d'un retraité touche automatiquement sa pension de sécurité de la vieillesse.

Je considère que c'est un problème d'importance majeure qui n'est pas facile à traiter, mais qui demande beaucoup de nuances si l'on veut en parler objectivement. Cependant, il se pose pas moins en entier actuellement et avec de plus en plus de gravité étant donné l'augmentation constante du coût de la vie. Devant cette situation qui commande que des gestes soient posés au plus tôt par le gouvernement, je considère que la seule attitude possible pour les députés est celle d'une franche recherche sans animosité, ni querelle partisane, dans un but commun de trouver des solutions le plus rapidement possible.

J'ai l'intention, madame le président, durant les quelques minutes qui me sont accordées, de jeter d'abord un coup d'œil sur ce qui s'est fait à ce jour en divers endroits pour bien situer le débat. Par la suite, puisque cette motion comprend trois volets, j'ai l'intention de parler premièrement de l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans; deuxièmement, de l'admissibilité automatique du conjoint à la pension, et enfin, du fait que soit facultative la retraite pour ceux qui sont âgés de 60 à 65 ans.

Si l'on considère le contexte historique de la présente motion, et que l'on regarde ce qui s'est fait ailleurs, on se rend d'abord compte que les opinions sur l'âge de la retraite varient beaucoup selon les exigences économiques et les situations particulières qui se présentent dans le cours de la vie d'un peuple.

Au cours des périodes de chômage, comme c'est le cas actuellement au Canada, l'opinion publique réclame l'abaissement de l'âge de la retraite afin que plus de personnes âgées soient retirées du marché du travail et fassent place ainsi aux jeunes travailleurs. Par ailleurs, il faut souligner que la difficulté qu'ont les travailleurs plus âgés de se trouver du travail contribue aussi à l'exigence d'un abaissement de l'âge de la retraite. C'est ce qui s'est produit au Danemark en 1932, quand les centrales ouvrières ont demandé d'abaisser l'âge de la retraite de 65 à 60 ans. Les mêmes réactions ont amené des *trade unionists* britanniques à réclamer l'abaissement de l'âge de la retraite et l'augmentation de l'âge de la scolarité obligatoire, et ceci de façon à libérer pour les jeunes des emplois afin d'augmenter le travail chez les jeunes. On peut donc dire que c'est la force des besoins qui oriente les décisions des pays à ce sujet.

● (1710)

On remarque également que ce problème n'est pas nouveau et que bien avant nous d'autres pays ont reconnu le besoin de diminuer l'âge de la retraite et ont légiféré en ce sens. Une loi a même été adoptée en Nouvelle-Zélande en 1898 visant à accorder des pensions aux hommes et aux femmes de 60 ans ou plus. Un amendement adopté en 1911, dans ce même pays, visait à abaisser cet âge à 60 ans pour les hommes et à 55 ans pour les femmes quand les réclamaux avaient deux enfants ou plus âgés de 15 ans ou moins à leur charge.

Un autre amendement adopté en 1913 visait à accorder des pensions de retraite à toutes les personnes âgées de 60 ans ou plus.

La loi adoptée par l'Australie en 1908 visait à accorder des pensions de retraite aux hommes et aux femmes de 65 ans ou plus. Cet âge minimum fut abaissé à 60 ans en 1910, et que je sache l'Australie n'a pas fait faillite pour cela. Le même amendement stipulait aussi que les hommes handicapés de façon permanente pouvaient prendre leur retraite à 60 ans.

Au Canada, par exemple, il a fallu attendre en 1927 pour obtenir le versement d'une pension de \$20 par mois aux personnes âgées de 70 ans ou plus.

Tout ceci, madame le président, démontre que le problème est commun à toutes les nations, du moins aux nations industrialisées, et qu'en ce qui concerne le Canada, il a peut-être mis un peu plus de temps à s'aggraver, à cause du contexte économique favorable aux environs des années 1920. Mais, actuellement, je pense que cette raison qu'on trouvait favorable en 1920 a changé, et je crois qu'il est temps pour nous de nous pencher sur la question d'abaisser l'âge de la retraite, année par année s'il le faut, et ce jusqu'à l'âge de 60 ans.

J'en viens maintenant au point premier et principal de cette motion, c'est-à-dire à l'abaissement, graduel ou non, de l'âge d'admissibilité à la pension de sécurité de la vieillesse de 65 à 60 ans. Il existe par rapport à ce niveau d'âge, des problèmes bien particuliers et souvent bien pénibles, qui pourraient être réglés ou tout au moins diminués si l'on abaissait l'âge de la retraite.

Madame le président, il se trouve des personnes âgées de 60 à 65 ans qui ne gagnent pas assez et qui sont à la charge de leurs parents ou de l'assistance sociale et qui doivent quémander ici et là pour subvenir à leurs besoins essentiels.

Il y a aussi ceux qui sont malades et qui, malgré cela, font l'impossible pour se traîner à l'ouvrage afin de se rendre jusqu'à l'âge de la pension, à 65 ans. Je représente une circonscription où on trouve plusieurs grosses manufactures ou industries, mines ou usines de papier. Je reçois souvent des commentaires de travailleurs dont la grande majorité aimerait que le choix au sujet de la retraite leur soit permis dès l'âge de 60 ans. Madame le président, je veux être bien compris: ils m'écrivent qu'ils désireraient avoir ce choix.

De plus, dans les usines d'amianté comme celles d'Asbestos et de Thetford ou dans les moulins à papier comme ceux de Brompton et de Windsor dans ma circonscription, il existe des problèmes supplémentaires que nous voyons depuis ces dernières années, soit l'apparition de maladies que l'on appelle maladies industrielles.

Il y a également le fait que, dans l'industrie et les manufactures, face aux difficultés économiques, on exige un rendement toujours plus élevé des employés quel que soit leur âge, ce qui affecte les plus âgés de façon bien